

honorables députés dirent bien à contre-cœur reconnaître fut celle des "soup kitchens," à l'usage des pauvres. Or, comment la transformation s'est-elle opérée ? Quelle est la force qui a tiré notre pays de l'état déplorable et du borbier où l'avait enfoncé le régime libéral ? Certes, ce fut le régime protecteur qui, de cette époque jusqu'aujourd'hui, a créé dans notre pays un progrès et une prospérité sans précédent. Et qu'ont fait les honorables députés de la droite ? Ont-ils fait ce que nous faisons aujourd'hui, approuvant de tout cœur ce que le parti opposé proposait d'utile au pays ? Pas le moins du monde. Ces messieurs nous ont fait toute l'obstruction qu'il leur a été possible de faire. La langue anglaise ne leur fournissait pas d'expressions assez énergiques, pour déverser leur mépris sur ce maudit régime protecteur qu'ils s'étaient solennellement engagés à la face du pays à disperser aux quatre vents du ciel, du moment qu'ils arriveraient au pouvoir. L'ont-ils fait ? M. l'Orateur, le pays est prospère, mais cela ne tient nullement à l'administration de ces messieurs. En présence de cette Chambre intelligente et de ce pays non moins intelligent, je défie ces messieurs de nous signaler un seul acte de leur administration qui ait tant soit peu contribué au progrès du pays. D'autre part, qu'ont-ils fait ? Ils ont fait quelque chose de nature à rendre le pays moins prospère qu'il n'eût été sans cela, comme je le ferai voir tout à l'heure ; mais lorsqu'ils disent qu'ils ont contribué au progrès et à la prospérité du pays, je nie le fait et je les défie de prouver le contraire. Comment ! M. l'Orateur, de la bouche même de leurs partisans, de leurs plus chauds amis, nous tenons la preuve que, abstraction faite de sa sagesse, c'est le régime inauguré par le grand parti libéral-conservateur qui a fait le Canada ce qu'il est, et qui a produit, dans toute son intégrité, la prospérité qui existe jusqu'aujourd'hui. Je dois admettre qu'il s'est abattu sur le pays une vague de prospérité, chose d'ailleurs, qui se produit périodiquement. Or, qu'avons-nous fait ?

Non seulement nous avons trouvé les ressources nécessaires à l'administration du pays, sans accumuler une dette énorme à l'aide de déficits, mais nous avons pu aussi compléter l'œuvre gigantesque de la Confédération en construisant un chemin de fer de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique, pour transporter le commerce du pays et donner des moyens de communication à notre population.

Non seulement cela, mais de 1878 à 1896, nous avons consacré une somme de \$36,500,000 à donner à nos canaux une profondeur de 14 pieds, et faciliter ainsi le commerce entre les différentes provinces. Après avoir donné la preuve, par des travaux importants dans toutes les parties du pays, de ce que notre politique pouvait faire pour le Canada, une crise terrible s'abattit sur l'Europe et paralysa le commerce de l'Australie et celui des Etats-Unis, et le Canada

Sir CHARLES TUPPER

ne pouvait manquer d'en être affecté, comme il le sera toujours par les conditions du commerce dans la république voisine. Durant cette crise, 600 banques et institutions financières tombèrent en déconfiture aux Etats-Unis, des millions d'individus se trouvèrent sans emploi et la misère régna dans ce vaste pays. Mais au Canada, grâce à la politique nationale introduite par le parti conservateur, la situation financière et commerciale resta saine et solide.

Je vais citer un passage que je considère comme le plus beau témoignage qu'on puisse rendre à ce que la politique nationale a fait pour le Canada, durant cette crise commencée en 1893. Feu l'honorable M. Wells, un des statisticiens les plus capables et les plus impartiaux d'Amérique, écrivait dans le "Le Forum", au commencement de 1894, au moment où la crise sévissait avec le plus de rigueur aux Etats-Unis :

Au Canada, qui est séparé de nous au nord par une ligne imaginaire, il n'y a eu ni panique, ni demande extraordinaire d'argent, ni marasme de l'industrie, ni suspension dans le commerce, ni élévation des taux d'intérêts ; en un mot, les événements ont suivi leur cours ordinaire, excepté en autant que ces événements ont pu être affectés par leur contiguïté à ce qu'on peut appeler un cyclone financier qui a passé le long de la frontière, mais sans toucher au territoire canadien.

Voilà, M. l'Orateur, un précieux témoignage rendu à l'œuvre de la politique nationale au Canada. Je prétends, et je suis prêt à démontrer que toute la prospérité, toute l'augmentation du commerce et du revenu que nos adversaires s'attribuent aujourd'hui, sont dus au grand parti libéral-conservateur qui a jeté les bases de la politique nationale, et les a jetées si solidement, que ni les vents du libéralisme, ni les efforts des libéraux n'ont pu les ébranler.

La statistique de 1868 à 1898 nous fournit encore d'autres preuves de ce que la politique nationale a fait pour le Canada :

VOLUME DU COMMERCE.

1868	\$131,027,532
1898	304,091,720

POPULATION.

1868	\$ 3,371,594
1898	5,500,000

EXPORTATIONS DE TOUTES SORTES.

1868	\$ 57,567,388
1898	163,785,770

IMPORTATIONS DE TOUTES SORTES.

1868	\$ 73,459,644
1898	140,305,950

DEPOTS DANS LES BANQUES.

1868	\$ 52,299,050
1898	212,014,635

CAISSES D'EPARGNE.

1868	\$ 5,057,607
1898	63,056,606